

FRANQUISME ET ANTIFRANQUISME AU CONGRÈS ARGENTIN DURANT LA DÉCENNIE PÉRONISTE (1946-1955)

Laurent Bonardi

*(Université de Provence
et Université de la Polynésie française)*

Au sortir du conflit, l'attitude du régime vaut à l'Espagne d'être isolée sur le plan international. Considéré par de nombreux États comme le dernier bastion du fascisme en Europe, le régime du *Caudillo* est condamné tant par les pays communistes que par les pays occidentaux. En 1946, une décision de l'O.N.U. soumet l'Espagne à un boycott diplomatique et une grave crise économique fait planer sur le pays le spectre de la famine. Au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique, Juan Domingo Perón accède au pouvoir et entreprend un programme de coopération politique, économique et culturelle avec le régime franquiste. Une telle initiative n'est pas neutre dans un pays dont la population s'est toujours sentie très concernée par les événements espagnols et où l'opinion publique s'est massivement prononcée contre la dictature espagnole¹. Dans ce contexte, le Congrès argentin devient le théâtre de virulents débats entre la majorité péroniste, parfois elle-même divisée, et une opposition faiblement représentée, mais décidée à faire de la question des relations avec l'Espagne franquiste une pièce maîtresse de sa stratégie politique.

I. La configuration du Congrès

Le Congrès argentin est bicaméral. Tout au long de la décennie péroniste, la Chambre haute est exclusivement composée d'élus péronistes. Quant à la Chambre basse, elle est composée en 1946 de 109 élus péronistes, de 44 radicaux (le « bloc des 44 »), de deux conservateurs, d'un démocrate progressiste et de deux élus issus de petits partis.

La présence du « bloc des 44 » fait de la Chambre des députés l'un des rares forums où l'opposition au péronisme peut s'exprimer. Les députés radicaux doivent cependant faire face à toutes sortes de

¹ Voir Laurent Bonardi, *Franquisme et antifranquisme dans l'Argentine péroniste (1946-1955)*, thèse de doctorat inédite, Université d'Aix-Marseille I, décembre 2006, 508 pages.

mesures destinées à museler l'opposition¹. Ainsi, les interventions des radicaux sont-elles régulièrement jugées comme « débordant le cadre fixé par l'ordre du jour ». D'autre part, les projets de loi sont présentés sans respecter les délais de rigueur, ce qui est contraire à l'essence même du système parlementaire.

Malgré ces nombreux obstacles, le « bloc des 44 » parvient à faire entendre sa voix grâce à de brillants orateurs tels Alberto Candiotti et Absalón Rojas. Le bloc radical se caractérise également par la compétence des personnalités politiques qui le composent comme Arturo Frondizi et Solano Peña Guzmán, qui sont des économistes reconnus, Emilio Ravignani qui est un constitutionnaliste de renom ou Alberto Candiotti, un diplomate prestigieux. En marge de leurs activités au Congrès, ces élus donnent de nombreuses conférences sur des thèmes politiques et économiques².

Les compétences des représentants de l'U.C.R. n'empêcheront toutefois pas la réduction progressive du bloc radical : il passe de 44 élus en 1946 à 30 en 1950, puis à 14 en 1952 et enfin à 12 en 1955³. Cette évolution négative reflète la « péronisation » croissante de l'Argentine au cours de la décennie.

II. La Chambre des députés, tribune antifranquiste des radicaux

Lors des années 1946-1950, les députés radicaux multiplient les attaques contre le régime franquiste et toutes les manifestations de la coopération hispano-argentine⁴.

La première « attaque » du bloc des 44 contre le régime franquiste a lieu le 15 novembre 1946. Par la voix d'Arturo Frondizi, les députés radicaux, qui s'opposent à la concession d'un prix littéraire à Enrique Ruíz Guiñazú pour son oeuvre *Proas de España en*

¹ Les origines du radicalisme argentin remontent à la fin du XIX^e siècle. Les radicaux plaident dès 1889 pour une réforme en profondeur du système politique et condamnent les fraudes électorales. Le courant se renforce et, en 1916, une réforme du mode de scrutin ouvre une période d'hégémonie des radicaux. Cette période prend fin avec le coup d'Etat de 1930 et l'Union civique radicale fera l'objet d'une forte répression pendant près d'une décennie. Le nouveau contexte politique produit par le coup d'Etat du Groupe d'Officiers Unis (G.O.U.) en 1943 permet à l'U.C.R. de se réorganiser et de participer aux élections présidentielles de 1946.

² V. Luna, Félix, *Perón y su tiempo*, Buenos Aires, Sudamericana, 1971, p. 275.

³ V. Ciria, Alberto, *Política y cultura popular*, Buenos Aires, La Flor, 1983, p. 87.

⁴ Dans ce sous-chapitre, nous nous fonderons essentiellement sur les journaux des sessions de la Chambre basse, lesquels sont consultables à la bibliothèque du Congrès argentin.

*el mar magallánico*¹, dénoncent les vues impérialistes de l'Espagne franquiste². Quelques heures après cette intervention, c'est au tour d'Alberto Candiotti de dénoncer le régime espagnol. Le député radical met aussi en cause le gouvernement péroniste qui a décoré Franco de l'Ordre de San Martín le 12 octobre 1946³. Candiotti, ancien diplomate, souhaite que le pouvoir exécutif apporte un éclairage sur cette décision en violation de la loi argentine puisque la *Constitution* argentine prévoit que toute remise de la décoration de San Martín doit être approuvée par le Congrès⁴. Plaidant en faveur de l'adoption d'une résolution visant à demander des explications au gouvernement péroniste, Candiotti déclare :

El 7 de octubre pasado, los argentinos nos enteramos con sorpresa que el día anterior había llegado a Madrid una embajada en misión especial [...] Pero ¿en qué consiste esa importante misión? [...] Ha sucedido que este gobierno « sudoroso » nombró a un señor general para ir a entregar al señor general Franco una condecoración conocida como Orden del Libertador San Martín. [...] Nosotros deseamos que el Poder Ejecutivo nos diga qué servicios prominentes ha prestado al país o a la humanidad el dictador de España [...] Estamos sorprendidos de que en nuestro país se porfíe que se está ejerciendo un gobierno democrático. Hay contradicciones evidentes [...] Mientras que las Naciones Unidas reciben manifestaciones de los obreros del músculo y del intelecto universal pidiendo la ruptura de las relaciones con Franco, nuestro gobierno envía una misión especial para condecorarlo [...] Parece que los amigos se quieren dar la mano⁵.

Les derniers mots d'Alberto Candiotti établissent un parallèle entre Franco et Perón et donnent naissance à ce qui va devenir un des

¹ Enrique Ruíz Guiñazú, ancien ministre argentin des Affaires étrangères, publie cet ouvrage afin d'apporter des éléments historiques à l'épineuse question des Malouines qui opposent déjà l'Argentine et le Royaume-Uni. Hispanophile, Ruíz Guiñazú ne manque pas de faire l'éloge de la conquête, position que les députés radicaux considèrent comme antipatriotique.

² Voir *Diario de sesiones*, année 1946, tome 6, 15 novembre 1946, p. 790-794.

³ La décoration est remise à Franco par une délégation conduite par le général Estanislao López. Voir *Crítica*, 13 octobre 1946, p. 3.

⁴ Article 86, alinéa 10.

⁵ Voir *Diario de sesiones*, année 1946, tome 6, 15 novembre 1946, p. 799-801. Les journaux des sessions ont été consultés à la Bibliothèque du Congrès argentin.

leitmotivs des députés radicaux : présenter les relations hispano-argentines comme une preuve du caractère non démocratique du gouvernement péroniste. Autrement dit, voir dans ces relations l'alliance de deux dictateurs.

En cette fin d'année 1946, le délégué argentin à l'O.N.U., José Arce plaide en faveur de l'intégration de l'Espagne franquiste au sein de l'organisation internationale et rejette toute forme de sanction qui pourrait être adoptée contre le pays ibérique. Face à cette situation, le bloc radical dépose un projet de résolution, exposé par le député Silvano Santander, qui consiste à inviter le délégué Arce à promouvoir la démocratie et à condamner le régime franquiste¹. Déposé en décembre 1946, le projet n'est toujours pas consigné dans le *Bulletin* adéquat en janvier 1947. Le député Santander s'en étonne et, le 15 janvier, formule à nouveau la proposition. On a ici l'illustration des difficultés que doivent affronter les élus radicaux pour faire respecter leurs droits. Santander déclare :

Me permito reproducir ese proyecto de declaración por el que se expresa que el representante argentino en el seno de la UN defiende los ideales democráticos que están sosteniendo todas las naciones del mundo, en contra de la situación falangista española [...] Acaban de ser fusilados dos ciudadanos, eminentes hombres jóvenes, nada más que por que su posición era contraria a la dictadura que impera en España. [...] Todas las naciones del mundo están mirando hacia la Argentina para saber si somos solidarios con la política que se sigue en España o realmente somos honestos y sinceros cuando estamos en la organización internacional que defiende la democracia y propicia la paz².

Le lendemain, le bloc radical dépose un autre projet de résolution invitant le pouvoir exécutif à respecter la décision de l'O.N.U. en rompant ses relations diplomatiques avec l'Espagne³. De par l'infériorité numérique des députés radicaux, ces deux projets de résolution seront rejetés.

Ne pouvant influencer la politique étrangère du gouvernement péroniste, le bloc radical demande, lors de la session du 5 février 1947, que le ministre des Affaires étrangères vienne justifier cette

¹ *Diario de sesiones*, année 1946, tome 9, p. 566-567, annexes 4, doc. 3, p. 579.

² *Diario de sesiones*, année 1947, tome 1 (/9 bis), 15 janvier 1947, p. 566-567.

³ *Diario de sesiones*, année 1947, tome 1 (/9 bis), 16 janvier 1947, p. 628.

politique devant les députés. Les radicaux font référence à sept points précis ; les deux premiers étant la position argentine à l'O.N.U. et les relations avec l'Espagne franquiste¹. Afin que le ministre puisse intervenir dans les meilleurs délais, les députés de l'U.C.R. demandent le report de certaines questions secondaires. Mais l'opposition refuse toute modification de l'ordre du jour². Le refus de l'opposition n'est pas motivé par un souci de la procédure parlementaire, mais par la désir d'éviter que la politique étrangère péroniste ne soit abordée, et donc remise en question, à la Chambre des députés. Le député radical Candiotti conclut :

Ésta es la demostración de que no se quiere informar al pueblo argentino de como marchan sus relaciones exteriores. Quiero que el pueblo de la patria sepa bien que no se quiere hablar en la Cámara de relaciones exteriores.

Les radicaux ne pourront que réitérer leur proposition lors de la session du 7 mai 1947³. Soumise au vote en septembre, elle est une fois de plus rejetée. L'Espagne n'est pas la seule question de politique étrangère sujette à polémique et les relations avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie ne font l'unanimité ni chez le peuple argentin ni chez les parlementaires.

La visite officielle d'Evita en Espagne est une nouvelle occasion pour les élus radicaux de condamner la coopération hispano-argentine car ils souhaitent que le ministre des Affaires étrangères apporte des éclaircissements quant au but du voyage d'Evita et de son entretien avec le *Caudillo*. Les parlementaires radicaux soulignent que la première dame ne peut en aucun cas remplir une mission d'ambassadeur et font aussi référence aux énormes dépenses engagées pour financer le déplacement de la suite d'Evita (son confesseur, des officiers de la Police Fédérale, etc.)⁴.

En 1948, année marquant le climax des relations hispano-argentine, l'opposition des radicaux ne faiblit pas et, au mois de mai, par la voix d'Absalón Rojas, le bloc de l'U.C.R. condamne les échanges de décorations entre l'Argentine et l'Espagne. Le député reproche notamment à Perón d'avoir accepté la décoration d'Isabelle la Catholique. Il déclare :

¹ Voir *Diario de sesiones*, année 1947, tome 1, 5 février 1947, p. 158.

² Voir *Diario de sesiones*, année 1947, tome 1, 13 février 1947, p. 384.

³ Voir *Diario de sesiones*, année 1947, tome 2, 7 mai 1947, p. 140.

⁴ Voir *Diario de sesiones*, année 1947, tome 1, 11 juin 1947, p. 506.

Hemos asistido sorprendidos durante dos años a un marchanteo de condecoraciones provenientes de España. Hasta el secretario de la Confederación General del Trabajo recibió un día también su condecoración. Nada sería eso. Lo que nos ha sorprendido más es que el presidente de la República aceptara la condecoración de Isabel la Católica [...] Esta condecoración fue establecida para premiar a los que en América fomentaran la contrarrevolución española. Esta condecoración no la habría aceptado Belgrano, ni ninguno de nuestros próceres¹.

La déclaration d’Absalón Rojas est complétée par celle d’Alberto Candiotti qui dénonce les relations privilégiées de Perón avec des dictateurs :

Ya tuve en esta Cámara oportunidades reiteradas de manifestar la sorpresa del sector radical acerca de los envíos de embajadas especiales para condecorar a dictadores, como el general Franco o el señor Trujillo [...] En oportunidad, manifesté que era sorprendente que se utilizase el nombre del Libertador para condecorar a jefes de Estado que eran la negación del espíritu de libertad².

Les déclarations des députés radicaux déclenchent une vague de protestation des élus péronistes et le président de la Chambre doit intervenir à plusieurs reprises pour rétablir l’ordre. C’est d’ailleurs le seul résultat qu’obtiendra le bloc radical car les textes concernant les décorations ne seront pas modifiés.

L’année 1948 est aussi marquée par la signature d’un nouveau traité commercial hispano-argentin, plus connu sous le nom de Protocole Perón – Franco. Le traité est étudié par la Commission des Affaires étrangères de la Chambre basse qui est composée de neuf membres dont deux députés radicaux, Alberto Candiotti et Ernesto Sanmartino. Les représentants de l’U.C.R. seront les seuls à émettre un avis défavorable à la ratification du traité³.

L’Ambassade espagnole en Argentine est très attentive aux déclarations des députés de l’U.C.R. lors des sessions de la Chambre basse, au point que l’ambassadeur rédige un rapport chaque fois que le

¹ Voir *Diario de sesiones*, année 1948, tome 1, 19 mai 1948, p. 410.

² *Ibid*, p. 411.

³ Voir *Diario de sesiones*, année 1948, tome 2, date illisible, p. 533.

bloc radical dénonce le régime franquiste. Ainsi, en 1946, l'opposition des radicaux à l'octroi d'un prix littéraire à Enrique Ruíz Guiñazú pour son livre *Proas de España en el Mar Magallánico*, fait-elle l'objet d'un rapport de l'ambassadeur Bulnes qui précise :

En la declaración de diputados de filiación radical [...] junto a pintorescas y absurdas apreciaciones sobre nuestra historia, se aprovecha la oportunidad para atacar al actual régimen de España, trayendo a colación nuestras ansias de « restauraciones imperialistas¹ ».

La représentation diplomatique espagnole se préoccupera moins des députés de l'U.C.R. par la suite, car les années 1950-1955 verront décroître les actions antifranquistes des élus radicaux. Cela s'explique par deux facteurs. Tout d'abord, l'U.C.R. perd des sièges à chacune des élections organisées entre 1950 et 1955 (il ne reste que 30 députés radicaux en 1950, 14 en 1952 et enfin 12 en 1955) et le rôle des élus radicaux se limite donc à de la simple figuration. D'autre part, avec la détérioration des relations hispano-argentines, la question du franquisme perd de son importance dans le débat parlementaire.

III. Soutien d'élus péronistes au bloc radical

Le groupe péroniste n'est pas une entité monolithique, car il rassemble des représentants de divers courants politiques. Au cours de l'année 1946, certains d'entre eux s'unissent aux députés radicaux pour dénoncer le régime de Franco et protester contre les condamnations à mort.

Ainsi, en septembre 1946, plusieurs élus péronistes et le bloc radical demandent-ils officiellement au pouvoir exécutif d'intervenir auprès du gouvernement espagnol afin de sauver de la peine de mort des prisonniers politiques². Satisfaisant à la demande des députés, le ministre argentin des Affaires étrangères envoie un télégramme à son

¹ Courrier de l'ambassadeur Bulnes au Ministère des Affaires étrangères espagnol (M.A.E.), 22 novembre 1946 [Archives du Ministère des Affaires étrangères espagnol (A.M.A.E.), 1752 / 1].

² Voir *Diario de sesiones*, année 1946, tome 5, 27 septembre 1946, p. 430 ; 29 septembre 1946, p. 860-861 et p. 883. Dans leur déclaration commune, les députés établissent une liste des prisonniers politiques dont ils réclament la grâce : Ramón de Prado Blancos, José Romero Encina, Julio Sánchez Hernández, Bonifacio García et Juan Cuadrado.

homologue espagnol dans lequel il demande la grâce des prisonniers cités par les élus. Le surlendemain, les autorités espagnoles répondent favorablement à la demande de l'Argentine¹.

Parallèlement à cette demande de grâce, le bloc radical et plusieurs députés de la majorité proposent un projet de déclaration visant à promouvoir l'isolement diplomatique de l'Espagne dont voici un extrait :

La Honorable Cámara de Diputados de la Nación declara que vería con agrado que el Poder Ejecutivo por intermedio del representante argentino ante el Consejo de la UN sostenga que las Naciones Unidas decidan la ruptura de relaciones diplomáticas con el actual gobierno español².

Mais l'appui de quelques députés péronistes ne suffit pas à faire approuver le projet par la majorité des élus. Au fil des mois, le délégué argentin à l'O.N.U., José Arce, ne fera que renforcer son soutien à l'Espagne franquiste, un appui lui vaudra d'être décoré de l'Ordre d'Isabelle la Catholique.

L'alliance du bloc radical et de certains élus de la majorité est un phénomène qui ne se produit que durant les premiers mois de la présidence péroniste. Par la suite, le renforcement des relations hispano-argentines transforme toute attaque contre Franco en une critique de la politique péroniste, or les députés péronistes, quelle que soit leur tendance, n'ont aucun intérêt à s'attirer les foudres d'un président soucieux de donner à son parti la plus grande cohésion.

Un député de la majorité fait cependant exception. Fondateur du Parti travailliste et *leader* du syndicat des producteurs de viande, Cipriano Reyes est l'un des piliers de la coalition conduite par Perón en 1946³. Mais après les élections, Reyes reproche au nouveau président sa volonté de créer un parti unique⁴, de même qu'il est en

¹ Voir *Mémoire* du Ministère des Affaires étrangères et du Culte argentin (1946-1947), p. 163-164 [Archives du Ministère des Affaires étrangères et du Culte argentin, sans référence]. Selon les autorités espagnoles, seuls deux des cinq prisonniers cités par les députés argentins avaient été condamnés à mort.

² Voir *Diario de sesiones*, année 1946, tome 5, 28 septembre 1946, p. 580.

³ En 1945, Cipriano Reyes fut l'un des principaux organisateurs de la grande manifestation en faveur de la libération de Perón. Reyes souligne l'importance de son rôle dans son ouvrage *Yo hice el 17 de octubre*, Buenos Aires, CEAL, 1984, 2 tomes.

⁴ Pour plus de détails sur le conflit entre Cipriano Reyes et Perón, voir Reyes, Cipriano, *La farsa del peronismo*, Buenos Aires, Sudamericana, 1987, 187 p.

désaccord en ce qui concerne les relations avec l'Espagne franquiste. Véritable électron libre au sein de la Chambre basse, Reyes soutient les élus radicaux dans leurs actions antifranquistes et signe, par exemple, un manifeste exigeant l'abolition de la peine de mort en Espagne et l'application d'une justice équitable¹. Reyes s'associe à tous les projets de déclaration des radicaux visant à obtenir la grâce des prisonniers politiques espagnols *via* une intervention des autorités argentines². En 1947, Reyes se joint aux radicaux pour demander au ministre Bramuglia des éclaircissements sur la politique étrangère de l'Argentine et spécialement sur les relations avec l'Espagne. Il déclare :

Voy a apoyar la moción del señor diputado por la Capital [...] Apoyaré la moción del señor diputado no porque esté ni con la política radical por un lado, ni con la política oficialista por otro [...] Nos es posible que hablemos de democracia dando la espalda a los embajadores que representan una mala o buena democracia y abrazarnos con los más oscuros dictadores, que repugan al sentido étnico y al sentido común de los pueblos que luchan por su libertad y su derecho³.

Mais Perón n'admet aucune sorte de dissidence au sein de son parti. En 1948, Cipriano Reyes est accusé injustement d'avoir participé à un complot contre le président argentin et son épouse. Cette accusation, qui ne repose sur aucune preuve, permet à Perón de se débarrasser d'un ancien allié devenu gênant. C'est aussi un message fort adressé aux élus péronistes : ces derniers ne doivent pas remettre en cause les décisions du président.

Conclusion

Au cours de la décennie péroniste, l'U.C.R. multiplie donc les actions antifranquistes et dénonce la coopération hispano-argentine, mais cette opposition doit être replacée dans le contexte politique interne argentin. Parti écrasé sous la pression péroniste, l'U.C.R. voit dans les relations hispano-argentine une occasion de démontrer le caractère peu démocratique du gouvernement péroniste et les élus

¹ Voir courrier de l'ambassadeur Areilza au M.A.E., 9 octobre 1947 [A.M.A.E., 1453 / 1].

² Voir, à titre d'exemple, *Diario de sesiones*, année 1946, tome 5, 27 septembre 1946, p. 430 et 29 septembre 1946, p. 883.

³ *Diario de sesiones*, année 1947, tome 4, 24 septembre 1947, p. 792-793.

radicaux présentent les relations entre Perón et Franco comme l'alliance de deux dictateurs. Il est donc indéniable que l'U.C.R. instrumentalise la question du franquisme pour mener son combat contre le gouvernement péroniste. A la chute de Perón, on remarque d'ailleurs que les dirigeants de l'U.C.R. modéreront leurs attaques contre le régime du *Caudillo*. Par ailleurs, en 1958, Arturo Frondizi, ancien membre du « bloc des 44 », devient président. Oubliant son engagement antifranquiste, il entretiendra de bonnes relations avec le régime espagnol et effectuera même un voyage officiel en Espagne. Quelques années avant sa mort, Arturo Frondizi se souviendra :

Mantuve buenas relaciones durante mi gobierno con España, inclusive la visité y fui recibido con todos los honores. En ningún momento se recordó mi posición opositora pasada¹.

Sans toutefois remettre en cause l'antifranquisme des militants de base de l'Union Civique Radicale, l'engagement des cadres du parti semble, pour sa part, moins authentique. Il est, en tout cas, fortement teinté d'intérêts politiques.

¹ Archives sonores de l'Institut Torcuato di Tella (Buenos Aires), entretien avec Arturo Frondizi, n° 3.